
Luttes de sens, cadrages et grammaire lexicale en contexte révolutionnaire. Le cas de la Syrie (2011-2012)

Struggles of Meaning, Frames, and Lexical Grammar in Revolutionary Syria (2011-2012)

Matthieu Rey et Laura Ruiz de Elvira

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/conflits/21372>

DOI : [10.4000/conflits.21372](https://doi.org/10.4000/conflits.21372)

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CECLS - Centre d'études sur les conflits - Liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 11-33

ISBN : 978-2-343-20737-7

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Matthieu Rey et Laura Ruiz de Elvira, « Luttes de sens, cadrages et grammaire lexicale en contexte révolutionnaire. Le cas de la Syrie (2011-2012) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 117 | printemps 2020, mis en ligne le 03 janvier 2023, consulté le 12 février 2026. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/21372> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.21372>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

Luttes de sens, cadrages et grammaire lexicale en contexte révolutionnaire. Le cas de la Syrie (2011-2012)

Matthieu REY, Laura RUIZ DE ELVIRA

Matthieu Rey est chargé de recherche CNRS affecté à l'IFAS-recherche (Johannesburg) associé à Wits-History Workshop. Historien et arabisant, il s'intéresse à la transformation du politique depuis le début du XIX^e siècle, à l'origine de nouvelles entités souveraines au Moyen-Orient et en Afrique australe. Il est l'auteur de L'Histoire de la Syrie, XIX^e-XXI^e siècles, Fayard, 2018.

Laura Ruiz de Elvira est chargée de recherche à l'IRD, affectée au CEPED. Politiste et arabisante, ses recherches portent sur la sociologie de l'action collective, les pratiques d'aide et les politiques sociales en Syrie. Elle a récemment coordonné, avec Thierry Boissière, le numéro « Le quotidien économique dans un Proche-Orient en guerre » paru dans la revue Critique Internationale (2018) et publié l'ouvrage Vers la fin du contrat social en Syrie. Associations de bienfaisance et redéploiement de l'État (2000-2011), Karthala, 2019.

Le 16 mars 2011, la radio nationale syrienne fait part dans son bulletin d'information, retransmis toutes les heures, d'« altercations » (*ishtibakat*) dans le sud du pays : elle parle d'une « *fitna*¹ » qui aurait éclaté et que les autorités gouvernementales tenteraient de maîtriser. Quelques semaines plus tôt, une manifestation spontanée avait fait irruption dans les espaces marchands de Damas. Le soir même, les membres du Parlement, réunis de manière régulière, ne l'avaient pas mentionnée dans les échanges animés de la séance qui portaient, entre autres, sur la gestion foncière à Palmyre². Dans la même période, un groupe inconnu d'opposants syriens avait appelé sur une page Facebook à rallier la « Révolution syrienne contre Bachar al-Assad ». Ces épisodes mettent en exergue trois façons différentes de donner sens aux manifestations ayant lieu dans le sud et dans la capitale du pays : tandis que les opposants pro-

1. Mot arabe se référant à la guerre civile, aux désaccords et aux divisions parmi les musulmans.

2. Observation de la séance parlementaire, Damas, 18 février 2011.

duisent un récit qui s'inscrit en partie dans le sillage des révolutions tunisiennes et égyptiennes, les instances dépendant de l'État – ici la radio nationale et le Parlement – choisissent de masquer les faits contestataires.

Dès mars 2011, la construction sociale de la réalité et sa médiatisation font pleinement partie du combat qui oppose le régime de Bachar al-Assad à ses détracteurs. La parole rejoint l'action, elle la fait exister, lui donne sens, la légitime ou la délégitime à travers le déploiement de stratégies de propagande et d'entreprises de cadrage variées. À partir d'une relecture de *Frame Analysis* d'Erwin Goffman, David Snow et son équipe proposent d'étudier comment les « cadres » instituent des manières de percevoir et de juger et articulent des horizons de justification et de légitimation en termes éthiques, juridiques ou politiques ³. Ce constat appelle à prendre au sérieux la parole des acteurs et à restituer les univers de sens dans lesquels elle est produite. Le présent article s'inscrit dans cette démarche. Il cherche à analyser les luttes de sens et processus de cadrage de la « crise révolutionnaire ⁴ » syrienne, en contextualisant les moments d'émergence de nouveaux slogans, expressions et dénominations, et en évoquant les récits historiques et l'imaginaire collectif avec lesquels ils entrent en résonance.

Les moments de crise politique ⁵, comme ceux que les pays arabes ont connus depuis la fin de l'année 2010, posent très certainement un défi aux sciences sociales en ce qu'ils manifestent une rupture momentanée d'intelligibilité rendant le sens des événements incertain ⁶. La réflexion sur les dynamiques sociales et politiques routinières est en effet soudainement mise à mal par l'émergence incessante de dispositifs et de registres inédits, de mots d'ordre contradictoires et de figures inconnues ou jusque-là marginalisées. Néanmoins, si ce foisonnement désarçonne dans un premier temps, il peut aussi donner naissance à de nouveaux concepts ⁷, faire émerger de nouvelles pistes de recherche et renouveler, enfin, les grilles d'analyse permettant de comprendre les phénomènes sociaux et les processus politiques ⁸.

3. Voir Benford R. et D. Snow, « Framing processes and social movements: an overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, pp. 611-639.
4. Selon Hamit Bozarslan, le terme « crise » correspond à une situation d'ingouvernabilité et traduit la difficulté à reproduire un ordre social, politique ou économique donné selon des rituels connus et reconnus et des habitus institutionnalisés ou intériorisés. La « crise révolutionnaire » quant à elle correspond à une situation marquée par l'existence d'un « double pouvoir » : celui du « Palais officiel » et celui de la rue, qui détient une grande partie du pouvoir réel (dans *Révolution et état de violence*, Paris, CNRS Éditions, 2015, pp. 17-18).
5. Dobry M., *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.
6. Bensa A. et E. Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 4 ; Hassabo C. et M. Rey « L'événement en révolution, réflexions autour des cas égyptiens et syriens », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 138, 2015, pp. 16-31.
7. Baczko A., Dorronsoro G. et A. Quesnay, « Mobilisations par délibération et crise polarisante. Les protestations pacifiques en Syrie (2011) », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 5, 2013, pp. 815-839.
8. Sur ce sujet, voir Bennani-Chraïbi M. et O. Fillieule, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 2012 ; Catusse M., Signoles A. et F. Siino (dir.), « Révolutions arabes : un événement

Pour ceux qui s'intéressent aux « cadrages et luttes de sens ⁹ », l'une des difficultés premières dans ce type de contexte tient au double exercice d'identification et de sélection des « agents signifiants ¹⁰ » et des mots que ceux-ci produisent. Dans le cas syrien, si les « mots de la révolte ¹¹ » ont pu être étudiés dans les tout premiers mois du processus révolutionnaire, ils ne semblent pas avoir fait l'objet d'une analyse compréhensive, systématique et contextualisée à l'exception, dans une certaine mesure, du travail réalisé par Eylaf Bader Eddin sur la « langue de la révolution » et ses traductions ¹². Cette carence s'explique sans doute, au moins en partie, par l'impossibilité de mener un vrai travail de terrain. Peu d'auteurs s'y sont attelés. Parmi eux, Reinoud Leenders étudie les répertoires de la contestation des « *early risers* » de la ville de Daraa, berceau de la révolution, et ce à l'aide de vidéos téléchargées sur les réseaux sociaux (notamment YouTube) et d'entretiens réalisés à distance ¹³. Salwa Ismail, dans son analyse de ce que la peur du communautarisme (*sectarianism*) fait à la « crise révolutionnaire » syrienne et à l'idée de la nation, s'intéresse quant à elle à certains des slogans scandés par les manifestants ¹⁴. De ce fait, bien que les protestations syriennes aient pu être documentées, tant sur le plan des conditions et logiques de départ que sur celui des dynamiques contestataires elles-mêmes ¹⁵, voire de leurs « grammaires iconographiques ¹⁶ », peu de travaux à ce jour se consacrent aux revendications locales et sectorielles des révolutionnaires ainsi qu'à leurs stratégies discursives et aux « contrecadrages ¹⁷ » produits par les acteurs fidèles au régime.

pour les sciences sociales ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 138, 2015 ; Volpi F. et J. Jasper (dir.), *Microfoundations of the Arab Uprisings*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2018.

9. Contamin J.-G., « Cadrages et luttes de sens », in Agrikoliansky E. et al. (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 55-75.
10. Snow D. A., « Analyse de cadres et mouvements sociaux », in Cefaï D. et D. Trom (dir.), *Les Formes de l'action collective*, Paris, EHESS, 2001, p. 27.
11. Zénobie, « Les mots de la révolution syrienne », Blog du Monde diplomatique, juin 2011.
12. Bader Eddin E., *Lorsqu'ils ont crié « pour toujours »*. *La langue de la révolution syrienne*, Mamdouh Adwan Publishing, 2018 (en arabe).
13. Leenders R., « 'Oh Buthaina, Oh Sha'ban—the Hawrani Is Not Hungry, We Want Freedom!' Revolutionary Framing and Mobilization at the Onset of the Syrian Uprising », in Bein J. et F. Vairel (dir.), *Social Movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford, Stanford University Press, 2013, pp. 246-261.
14. Ismail S., « The Syrian Uprising: Imagining and Performing the Nation », *Studies in Ethnicity and Nationalism*, vol. 11, n° 3, 2011, pp. 538-549.
15. Filiu J.-P., *Le Nouveau Moyen-Orient : les peuples à l'heure de la révolution syrienne*, Paris, Fayard, 2013 ; Rey M., « Syria: between revolution and repression, 2011-2013 », in *The Aftermaths of the Arab Spring*, conférence à Singapour, 8 juillet 2014 ; Burgat F. et B. Paoli (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La Découverte, 2013 ; Ruiz de Elvira L., « Retour sur la révolte syrienne. Conditions de départ et premières mobilisations », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 15, 2014, pp. 673-689 ; Baczko A, Dorronsoro G. et A. Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS, 2016. Voir enfin *Mémoire créative de la révolution syrienne*, <https://creativememory.org/>.
16. Boëx C., « La grammaire iconographique de la révolte en Syrie : Usages, techniques et supports », *Cultures & Conflicts*, n° 91/92, 2013, pp. 65-80.
17. Benford R. et S. Hunt, « Cadrages en conflit. Mouvements sociaux et problèmes sociaux », in Cefaï D. et D. Trom (dir.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisation dans les arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, pp. 163-193.

Nous nous proposons d'aborder cette problématique à l'appui des travaux produits dans la perspective du cadrage. Suivant cette approche, on peut se demander comment les différents acteurs syriens donnent du sens et interprètent les événements en cours dans leur pays entre 2011 et 2012 et quelles stratégies discursives ils déploient à différentes périodes pour rallier les citoyens à leur cause. De même peut-on s'interroger sur les récits historiques et les mémoires de luttes locales sur lesquels ils s'appuient afin de rendre audible leur lecture de la crise. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle la production de sens par les différents acteurs de la « crise révolutionnaire » syrienne est informée par une triple logique : des contextes économiques, politiques et sociaux locaux, des récits historiques et une mémoire collective officielle et populaire ¹⁸ et, enfin, des tactiques en vue de légitimer et de capter des ressources matérielles et symboliques auprès des publics nationaux, régionaux et internationaux. Suivant cette approche, les slogans, demandes et cadres ne sont plus exclusivement « nationaux, universalistes et unanimes ¹⁹ », mais aussi parallèlement bien ancrés dans les scènes locales et leurs réalités socio-économiques. Nous défendons également l'hypothèse que cette production discursive participe de la construction de la crise elle-même et, ce faisant, en devient une partie constitutive fondamentale. Dans le foisonnement d'une rupture avec un ordre ancien, le propre d'une révolution, l'avènement d'une nouveauté repose largement sur son énonciation par les acteurs eux-mêmes.

Chaque construction de sens dépendant étroitement des événements précédents, une analyse chronologique s'impose. Nous analysons tout d'abord les stratégies discursives de la première heure, celles qui s'articulent autour des premiers événements de mars 2011 et tentent de leur donner du sens dans une « lutte pour la reconnaissance ²⁰ » imprégnée des processus révolutionnaires à l'œuvre dans le reste du monde arabe. Cette phase est caractérisée par une production de cadrages « de diagnostic » et « de motivation ²¹ » qui respectivement identifient et attribuent les problèmes de la Syrie au régime de Bachar al-Assad et à ses représentants locaux et appellent à l'action au nom de la dignité, la liberté et l'unité. Nous examinons ensuite les expressions les plus utilisées à partir de l'été 2011, au moment où la révolte prend une ampleur nationale et des formes ritualisées, ainsi que les récits historiques et l'imaginaire collectif dont elles se font écho. Cette période est un moment de réflexion et d'introspection du côté des acteurs révolutionnaires, lesquels se

18. Si les résultats de notre recherche confortent certaines des hypothèses défendues par Reinoud Leenders à partir du cas de Daraa durant les tous premiers mois du soulèvement, nos matériaux empiriques de première main et notre analyse plus large et systématique des termes, expressions et cadrages révèlent en effet la centralité des récits historiques et de la mémoire collective proprement syriens, auxquels cet auteur ne prête pas attention dans son article.

19. Baczko A., Dorronsoro G. et A. Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, op. cit., p. 30.

20. Honneth A., *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.

21. Snow D. et R. Benford, « Ideology, frame resonance and participant mobilization », *International Social Movement Research*, n° 1, 1988, pp. 197-217.

questionnent sur l'identité et la nature de leur mouvement. Enfin, nous étudions la grammaire lexicale découlant de la première phase de la militarisation de la révolte (à partir de la fin 2011), laquelle témoigne d'une fragmentation du territoire national en zones partisans et d'un ajustement conséquent en termes discursifs. Notre analyse se concentre donc sur les deux premières années du conflit syrien, l'année 2013 étant le moment où la connexion entre acteurs internes et externes se traduit par l'implication grandissante de puissances étrangères (notamment l'Iran, la Russie, le Liban, la Turquie et l'Arabie saoudite) et par l'afflux de combattants non syriens, transformant *de facto* les mises en récit ²².

Les deux premières années de la crise syrienne correspondent au déclenchement d'un processus révolutionnaire sans commune mesure dans l'histoire du pays. Il partage de nombreux points communs avec les mobilisations dans d'autres pays arabes, que ce soit de par ses conditions de départ, ses « performances », ses répertoires d'action et certains des cadrages opérés par les différents acteurs ²³. Cependant, les dynamiques croisées qui vont graduellement y prendre place (utilisation d'une violence brutale par le régime d'une part et professionnalisation, militarisation et internationalisation de la révolte d'autre part) font de lui un cas d'étude singulier et peu documenté sous certains aspects. Phénomènes de « branchements ²⁴ » de répertoires et de référentiels originaux, renouvellement rapide des acteurs, opacité des structures dirigeantes constituent autant de défis à l'analyse.

Pour conduire à bien cette recherche, nous nous appuyons sur plusieurs types de matériaux, suivant une méthode qui, pour reprendre les mots d'Elizabeth Picard, peut être qualifiée d'« impressionniste ²⁵ ». Une telle méthode s'impose en effet dans l'étude des sociétés en prise avec la guerre, caractérisées par un accès difficile au terrain, une mobilité réduite du chercheur et des transformations sociétales et géopolitiques rapides. Une série d'observations a pu être conduite en différentes situations : rencontres institutionnelles, lieux de socialisation ordinaires tels le café et le coiffeur de rue et réunions clandestines de militants. De même, entre 2011 et 2014, quatre campagnes d'entretiens semi-directifs ont été entreprises (quatre-vingt-dix entretiens), à l'intérieur et à l'extérieur du pays, avec des activistes syriens, des porte-paroles désignés ou auto-désignés (membres des conseils civils, membres du conseil des tribus de telle ou telle région) ou des personnes ayant

22. Lister C., *The Syrian Jihad, Al-Qaeda, the Islamic State and the Evolution of the Insurgency*, Londres, Oxford University Press, 2016.

23. Bennani-Chraïbi M. et O. Fillieule, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires », art. cité.

24. Amselle J. L., *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion, 2001. Pour cet auteur, la notion de branchement permettrait de récuser l'idée selon laquelle les cultures seraient des univers étanches, discrets.

25. Picard E., *Liban-Syrie, intimes étrangers : un siècle d'interactions sociopolitiques*, Arles, Actes Sud, 2016, p. 19.

accepté de présenter leur combat à travers des entretiens biographiques. Cependant, si nous pouvons préciser quelques-unes de leurs propriétés sociales, il nous est dans la plupart des cas impossible de dresser des portraits détaillés, soit pour éviter une mise en danger soit par manque d'informations. Ce matériel qualitatif – certes limité mais particulièrement précieux étant donné les difficultés pour effectuer des enquêtes de terrain dans ce type de contexte, où les chercheurs ont souvent recours à des modalités de recueil de données à distance et via internet ²⁶ – est complété par un suivi de la presse syrienne (officielle et indépendante) et internationale ainsi que par de la documentation extraite des réseaux sociaux, dont des images et des vidéos qui témoignent des slogans scandés lors des manifestations. Précisons que les instances décisionnaires et les représentants du pouvoir étant inaccessibles, notre analyse de la façon dont le régime met en œuvre son activité de contre-cadrage est moins minutieuse que celle consacrée aux activités discursives des acteurs révolutionnaires et mobilise pour l'essentiel des témoignages indirects et des déclarations à la presse.

Stratégies discursives et cadrages de la première heure : entre universalisme et localisme

Le 15 mars 2011, jour marquant le début de la révolte syrienne, une nouvelle séquence d'action se dessine dans le pays. Les événements ne sont pas inédits : un petit nombre d'immolations, de protestations pour les droits politiques ou de *sit-ins* avait pu se dérouler préalablement dans le sillage des processus révolutionnaires qualifiés par la presse occidentale de « printemps arabe », mais sans parvenir à déclencher des ralliements de grande envergure. Dès le premier temps de la mobilisation populaire, deux stratégies discursives nettement antagonistes émergent.

La stratégie révolutionnaire s'articule autour de trois registres principaux : la demande de « dignité » et de « justice sociale » qui vient « diagnostiquer » et dénoncer la corruption du régime, l'affirmation de la « solidarité » et de l'« unité » qui cherche à « motiver » les manifestants et à en rallier d'autres à la cause protestataire et, enfin, l'exigence de « liberté ». Cette stratégie émerge d'un ensemble composite d'individus, aux trajectoires de vie très différentes et aux profils sociaux bien distincts, qui entrent graduellement dans l'action révolutionnaire en différents points du territoire. Cette diversité sociale et géographique explique en partie pourquoi si la « grammaire morale ²⁷ » du conflit semble très rapidement harmonisée ou « alignée ²⁸ », elle ne fait pas moins écho à des mémoires sectorielles diverses et ancrées localement.

26. Boissière T., « L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 138, 2015, pp. 117-130.

27. Honneth A., *La Lutte pour la reconnaissance*, *op. cit.*

28. Baczkó A., Dorronsoro G. et A. Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, *op. cit.*

Au niveau du « diagnostic », l'utilisation des « cadres d'injustice » sous forme d'appels à la dignité, à la justice sociale et à la lutte contre la corruption et les violations permanentes des circuits économiques légaux (qui empêchent tout accès à un niveau de vie jugé décent pour le reste de la population) illustre bien cette double dimension à la fois nationale/universaliste et locale ²⁹. Comme Reinoud Leenders l'explique lorsqu'il analyse les premières manifestations dans la ville de Daraa, la Syrie est en effet traversée par de multiples réseaux (communautaires, claniques, migratoires, de trafics transfrontaliers, voire criminels) pour lesquels les notions de justice et de dignité sont essentielles ³⁰. Ainsi, si les manifestants scandent dans les rues des slogans comme « Nous ne voulons ni laitue ni chou, nous voulons la tête de Rami Makhoulf ³¹ », « Le peuple syrien s'est révolté, contre le voleur et le boucher ! » ou encore « Au grand jour nous voulons parler, la famille Makhoulf nous a volés ! ³² », on peut aussi entendre des revendications plus sectorielles et localisées ³³ liées à des conditions sociales et économiques particulières perçues comme injustes. Ces revendications dénoncent la redistribution des richesses dans le cas de Deir ez-Zor, où les murs se parent de graffitis, rapidement recouverts de peinture noire par les autorités ³⁴, accusant la famille Assad de s'accaparer la rente pétrolière. Nous avons pu en observer dans cette ville : l'un d'eux débute par « *Wayn* » (littéralement « où ») suivi d'un *noun* et *fa* encore visibles ³⁵, les lettres *noun*, *fa* et *ta* signifiant pétrole en arabe littéral. Dans le cas de Daraa, c'est l'administration des terres agraires qui est signalée par les manifestants, des membres proches du conseil tribal s'insurgeant encore trois ans après : « Et Makhoulf a voulu faire des activités touristiques sur nos terres. Il les a prises, soi-disant il les a achetées, qu'est-ce que nous pouvions dire ? ³⁶ ». Quant à la ville côtière de Lattaquié, c'est la gestion du port qui est à l'origine des protestations ³⁷. Ainsi un jeune interviewé se défi-

29. Sur le rapport entre sentiment d'injustice et engagement en contexte autoritaire, voir Larzillière P., « Sentiment d'injustice et engagement. Les expressions militantes de chocs moraux en contexte coercitif ou autoritaire », *Cultures & Conflits*, n° 110-111, 2018, pp. 157-177.

30. Leenders R., « Social movement theory and the onset of the popular uprising in Syria », *Arab Studies Quarterly*, vol. 35, n° 3, 2013, p. 278.

31. La branche familiale des Makhoulf est associée à celle des Assad par différents liens matrimoniaux. Rami Makhoulf, cousin du président Bachar al Assad, a réussi à s'accaparer de nombreuses participations au sein des entreprises syriennes.

32. Burgat F. et al., « La puissance politique des slogans de la révolution », in Burgat F. et Paoli B. (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, op. cit., p. 192.

33. Salwa Ismail insiste également sur ce point. Voir Ismail S., « The Syrian Uprising... », art. cité.

34. Sur ce type d'actions Cécile Boëx écrit : « Les murs sont ainsi devenus de véritables enjeux d'une lutte dont les coups échangés (graffitis immédiatement masqués à la bombe par les services de sécurité puis réapparaissant à côté) restent visibles et constituent autant de preuves de la détermination des protestataires » (dans « La grammaire iconographique de la révolte en Syrie », art. cité, p. 72).

35. Les deux premières lettres étant masquées partiellement, les récits transmis par des opposants exilés à Gaziantep (entretien septembre 2014) permettent de confirmer le sens de ce graffiti, qui nous a été répété informellement en mai 2011.

36. Entretien à Zaatar, Jordanie, septembre 2014.

37. Gognon M., « Lattaquié ou le syndrome de Suez », Un œil sur la Syrie, 26 novembre 2011.

nissant lui-même comme « manifestant » affirme : « Tu as vu le port. Oui bien sûr, c'est notre ressource principale. Mais nous n'y avons pas d'accès. Nous ne voyons pas les sous... C'est la famille, et leurs amis... Oui tu sais de qui je parle ³⁸ ». De la même manière, l'écrivaine syrienne Samar Yazbek, originaire de Baniyas, une ville située à une cinquantaine de kilomètres de Lattaquié, se fait écho de ces demandes dans son ouvrage *Feux croisés* :

« Mon ami ne veut pas trop donner des détails ; néanmoins, je réus-
sis à recueillir suffisamment d'informations pour comprendre com-
ment les événements se sont déclenchés à Baniyas. Voilà ce qu'il me
raconte : "Le 8 mars, les manifestants sont partis de la mosquée Al-
Rahman. [...] Quand les manifestants ont fait appeler le cheikh, ils
lui ont remis une liste de leurs revendications : libération des prison-
niers politiques, [...] enfin, remplacement du directeur du port de
Baniyas qui se comporte comme un officier des forces de sécurité et
impose un tribut aux pêcheurs, qui peinaient déjà à gagner leur
vie" ³⁹. »

Le local occupe donc une place fondamentale au début de la « crise révo-
lutionnaire » syrienne, d'où le travail d'harmonisation et d'« alignement » des
cadres d'interprétation effectué par les premiers activistes via des discussions
menées lors des manifestations, au sein des premières coordinations (elles-
mêmes reflet des échanges volubiles du printemps 2011), voire dans les domi-
ciles privés ou les transports, ou bien via des négociations entreprises par mail
ou message sur les réseaux sociaux ⁴⁰. Les coordinations locales (*tansiqiyyat
mahaliyya*) – les nouvelles structures de l'opposition civile qui ont émergé à
partir du mois d'avril 2011 à l'échelle locale du quartier ou du village et qui
sont le signe de son institutionnalisation par rhizome –, lesquelles vont plus
tard se fédérer au sein des Comités de coordination locale (*lijan al-tansiq al-
mahaliyya*) et de l'Union des coordinations de la révolution syrienne, partici-
pent en effet activement de cette entreprise de construction et d'unification du
sens afin de promouvoir l'idée d'un mouvement unifié et de « motiver » les
manifestants à sortir dans les rues. Outre leur travail de collecte de l'informa-
tion pour la transmettre aux médias étrangers, ils s'accordent sur des mots
d'ordre nationaux – « Vendredi de la dignité » (25 mars), « Vendredi saint »
(22 avril) ⁴¹, « Vendredi Azadi » (liberté en kurde, 20 mai) – qui sont votés
chaque semaine et ensuite scandés le vendredi dans les manifestations ⁴². Pour
ces jeunes activistes ⁴³, hommes et femmes originaires aussi bien des grandes

38. Entretien avec un résident du centre-ville, Lattaquié, 21 septembre 2011.

39. Yazbek S., *Feux croisés*, Paris, Buchet Chastel, 2012, pp. 49-50.

40. Observation réalisée dans la région de Homs-Hama en avril et mai 2011, au sein de cafés
populaires et de transports publics, devenant autant d'arènes de discussion. Entretiens avec
des membres de coordination, Zaatari octobre 2014 ; Gaziantep, octobre 2014.

41. En référence à la célébration chrétienne qui a lieu ce jour.

42. Rey M., « Les Premiers temps des comités de coordination locale », in Burgat F. et B. Paoli
(dir.), *Pas de printemps pour la Syrie...*, op. cit.

villes et de leurs banlieues que de plus petites villes de province, souvent étudiants universitaires ou jeunes travailleurs, dont beaucoup n'ont pas ou peu d'expérience militante ou associative préalable ⁴⁴, il s'agit de dépasser les localismes des premières manifestations et de « monter en généralité ⁴⁵ » afin de projeter les protestataires dispersés dans un univers de sens unifié et de mobiliser ainsi une masse critique – une large « coalition hétéroclite » – qui soit en mesure de faire tomber le régime. Les chants « Un, un, un, le peuple syrien est un », « Je suis avec la Syrie » et « Musulmans et chrétiens, nous voulons l'unité nationale » comptent parmi les plus entendus dans les rassemblements. Ces slogans, aux effets performatifs, reflètent un moment quasi-magique d'union politique contre le dictateur, mettant fin à toute division ou fracture mémorielle. Un « rapprochement momentané de groupes que tout sépare et différencie en conjoncture routinière » s'opère ⁴⁶.

Un cadrage en termes de solidarité vient appuyer cette idée d'unité ⁴⁷. En effet, la répression brutale des manifestants dans la petite ville de Daraa en mars 2011 produit une dynamique de solidarité dans les régions de Homs, dans la banlieue de Damas (Douma), voire ailleurs, contrairement aux effets escomptés par le régime. Les chants et slogans en témoignent : « Qu'ils me brûlent par le feu, qu'ils me torturent toute la journée, qu'ils me déchirent le corps à la scie, qu'ils me poussent au suicide, je dirai un seul mot pour faire bref, que je prononcerai avec honneur et fierté, que je répéterai encore et encore avec obstination : [Je suis] Daraaoui quoi qu'il arrive ⁴⁸ ! », « De Qameshli au Hauran, le peuple syrien ne s'humilie pas ⁴⁹ », ou encore « Homs, solidaire de Daraa » et « Briser le blocus de Daraa ⁵⁰ ». Ces deux derniers slogans nous ont été rapportés par deux activistes ayant fui le pays au cours de l'année 2012. En 2010, le premier travaille dans la fonction publique tout en étant en contact régulier avec les marchands de son quartier, et l'autre est employé dans une entreprise de services, récemment créée avec l'essor de la téléphonie et d'internet. Habitant dans les quartiers insurgés de Homs pour le premier et une ville de moyenne importance du Hawran pour le second, tous deux participent aux manifestations du printemps 2011. Ils sont en contact avec les organisations locales, « travaillent avec la révolution », ils reprodui-

43. Pour plus d'informations, voir Yassin-Kassab R. et L. Al-Shami, *Burning Country: Syrians in Revolution and War*, Londres, Pluto Press, 2016, pp. 57-76.

44. Ce manque d'expérience militante ne signifie pas pour autant l'absence d'expérience en et du collectif. Voir à ce sujet Rey M., « 2003: A Turning Point in the Formation in the Syrian Youth », dans Hadj Moussa R. et M. Ayyash, *Protests and Generations: Legacies and Emergences in the Middle East, North Africa and the Mediterranean*, Leiden, Brill, 2017.

45. Boltanski L., « La dénonciation publique », in *L'Amour et la justice comme compétence*, Paris, Métailié, 1990, pp. 255-356.

46. Bennani-Chraïbi M. et O. Fillieule, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires », art. cité, p. 781.

47. Leenders R., « 'Oh Buthaina, Oh Sha'ban—the Hawrani Is Not Hungry, We Want Freedom!' », art. cité, pp. 257-258.

48. Burtat F. et al., « La puissance politique des slogans de la révolution », art. cité., p. 189.

49. *Ibid.*

50. Entretien avec un activiste, Zaatari, octobre 2014.

sent les mots d'ordre des coordinations. Ils fuient au printemps 2012 devant les incursions armées des troupes du régime.

Notons néanmoins que tout l'espace syrien n'est pas ainsi strié par des marques de solidarité. Si les habitants de Hama soutiennent solidairement ceux de Homs ou du littoral, aucun slogan n'apporte une caution symbolique à Deir ez-Zor, pourtant théâtre de manifestations massives, dont les protestations reflètent la position marginale que sa localisation (dans le désert oriental proche de l'Irak) et son caractère à dominante tribale lui confèrent. D'ailleurs, il n'est pas rare qu'en demandant à des habitants de Homs, Alep, Damas ou ses campagnes s'ils s'étaient déjà rendus à Deir ez-Zor avant la guerre, les réponses soient négatives⁵¹. Ceci rappelle en outre l'importance des logiques locales antérieures aux événements.

Qui plus est, à partir du mois de mai, des expressions, parfois humoristiques, sont adressées aux habitants des localités qui tardent à se joindre à la contestation. Ainsi, les premières mobilisations alépinees sont saluées à Homs et à Hama par des exclamations comme « Bonjour Alep ! » et « Quelle injustice, ô Alep, quelle injustice ! Ta sœur Homs est en train de crier⁵² ! ». Dans la même ligne, les manifestants de Daraya, banlieue damascène, écrivent dans une banderole le 22 avril 2011 : « Daraa est notre torche, et Douma est notre modèle, et Jableh nous soutient, et Lattaquié est notre fierté, et Homs est notre victoire, et Qamishli sont nos frères, et Qardaha⁵³ ? », faisant ainsi référence à l'absence de mobilisations dans la petite ville d'où la famille Assad est originaire. Une géographie de la révolte prend graduellement forme d'un point de vue à la fois discursif et axiologique entre mars et juin 2011, au sein de laquelle le référent local occupe donc une place centrale⁵⁴.

En somme, cette première phase correspond à une période inédite de production langagière et de tentative d'alignement des cadres émanant des différentes manifestations et des luttes locales dans un ensemble cohérent et homogène. Notons que cette pluralité des voix de l'opposition constitue une particularité par rapport à la séquence révolutionnaire syrienne des années 1930 correspondant à la lutte contre le Mandat français exprimée à travers les grèves de 1935-1936, où un seul parti (*al-Kutla al-wataniyya* ou bloc national) est chargé d'unifier et émettre les mots d'ordre appelant « La Syrie aux Syriens ». En revanche, au cours des années 1970, si les Frères musulmans s'imposent comme les principaux producteurs discursifs, d'autres voix réclament avec eux

51. Sur cette ville voir le billet d'Aurélien Pialou dans le blog Un Œil sur la Syrie : <https://www.lemonde.fr/blog/syrie/2012/06/22/hommage-a-deir-ez-zur-a-lest-de-la-syrie-mais-au-centre-de-la-revolution/>. Consulté le 9 avril 2020.

52. Zénobie, « Les mots de la révolution syrienne », art. cité.

53. Fawaz Haddad F., *Colours in Time of Revolution*, Arab Center for Research and Policy Studies, Doha, p. 71.

54. Rey M., « La révolte des quartiers : territorialisation plutôt que professionnalisation », in Bargout F. et B. Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie...*, op. cit.

le rétablissement des libertés constitutionnelles. Dans la séquence révolutionnaire de 2011, cependant, ce ne sont pas les représentants d'une catégorie sociale déterminée, tels les membres des syndicats ou les délégués des partis opposants historiques, qui ont le monopole de la parole. *A contrario*, il s'agit aussi bien d'étudiants que de travailleurs, de petits commerçants, de fonctionnaires, de journalistes ou encore de médecins et professionnels de la santé. De la même manière, la construction de sens dans cette période n'est pas exclusivement du ressort des élites damascènes ou alpines, mais aussi de celui des habitants des banlieues et des villes secondaires. C'est cette pluralité d'acteurs et de raisons d'agir qui, selon Farhad Khosrokhavar, confère à la révolte syrienne un caractère de « démo-mouvement ⁵⁵ ».

Face à cette contestation, les acteurs du régime, ceux en charge de donner du sens de par leur position institutionnelle (médiats officiels, hauts fonctionnaires et pouvoirs publics, représentants auprès des organismes internationaux, figures religieuses proches du pouvoir, président de la République, etc.) nient ou dénie ⁵⁶. Cette seconde modalité discursive de la « crise révolutionnaire » syrienne est articulée, argumentative, prédictive et largement inspirée d'une rhétorique utilisée par le pouvoir depuis la fondation du régime baathiste. Bachar al-Assad en énonce ses principales lignes directives, lesquelles reprennent les termes utilisés par les différentes factions des services de renseignement ⁵⁷. Ses prémices apparaissent déjà dans l'entretien délivré par le président Assad au *Wall Street Journal* le 31 janvier 2011, bien avant donc que toute forme de contestation massive n'émerge dans le pays mais après que les mouvements révolutionnaires tunisien et égyptien aient débuté ; il y évoque une cohésion nationale qu'il veut unique dans la région (thème qu'il répétera par la suite au cours de nombreux entretiens) et des agressions extérieures à l'encontre de l'« axe de la résistance ⁵⁸ ». Cette stratégie se déploie à deux niveaux complémentaires.

D'une part, au niveau local, les événements en cours dans le pays sont qualifiés par les autorités provinciales en fonction de la réactivation de référents propres à chaque région. À titre d'exemple, le qualificatif de « *fitna* ⁵⁹ »

55. Khosrokhavar F., *The New Arab Revolutions That Shook the World*, Boulder, Paradigme Publisher, 2012.

56. Sur la stratégie de négation, voir Gognon M. « Graffiti et contre-manifestations du pouvoir à la contestation syrienne », in Pierret T. et A. Allal, *Au cœur des révolutions arabes. Devenir Révolutionnaire*, Paris, Armand Colin, 2013.

57. Notons tout de même l'autonomie du président à l'égard des services de renseignement étant donné que, cherchant à les affaiblir depuis son accès au pouvoir en 2000, il n'a cessé de les remanier. Pour information, deux orientations se dessinent au sein de ces services au printemps 2011 : l'une, portée par le clan de Maher al-Assad, est pour l'usage exclusif de la force ; l'autre, tentant de répondre aux attentes de la rue, prône une relative modération et propose de donner de nouvelles aides sociales et de faire quelques modifications de façade. Entretien avec un proche du palais, Damas, juin 2011.

58. L'« axe de la résistance » englobe l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas, désignant les puissances en lutte contre Israël.

59. Ismail S., « The Syrian Uprising... », art. cité., p. 542.

Expressions et récits historiques dans la phase de consolidation de la révolte

À partir de l'été 2011, la montée en puissance de l'opposition au régime dans toutes ses composantes – civile, politique et ensuite militaire – donne lieu à sa structuration et à l'accroissement de sa visibilité au niveau local, national et international. De nouveaux termes deviennent alors omniprésents du côté révolutionnaire, dont trois se font récurrents dans les conversations courantes que nous avons pu entendre dans différentes villes syriennes : *rabi'a* (printemps), *intifada* (soulèvement) et *thawra* (qui se traduit à la fois par « révolte » et « révolution », rappelant par là le flou de ces deux concepts⁶⁵). Ils témoignent de l'essor des contestations qui, au cours de l'été 2011, touchent désormais toutes les régions du pays (hormis les rivages de l'Euphrate, dont les populations sont davantage isolées des courants migratoires liés à l'exode rural, et certains points de la côte, fief historique du régime), mais aussi d'un effort d'autoréflexion sur l'identité et la nature même du mouvement protestataire. Notons également que ces trois termes dépassent les cercles des groupes clairement favorables au soulèvement et sont amplement utilisés par des pans entiers de la population. Pour un moment, les tenants de la contestation imposent leur registre lexical pour qualifier les événements en cours.

Selon le locuteur et sa position sociogéographique, l'une de ces qualifications semble être privilégiée. La première, « printemps syrien », est popularisée par de petits cercles organisés et des groupes d'intellectuels qui collaborent avec les coordinations locales mais qui le plus souvent sont indépendants de ces dernières. Elle est notamment utilisée au sein du Mouvement des étudiants libres (*Harakat al-tulab al-abrar*), un groupe de jeunes universitaires résidant dans les espaces urbains (principalement Alep et Damas), lesquels sont restés jusque-là à la marge des principales mobilisations. Ils l'emploient dans leurs échanges et « délibérations »⁶⁶, mais aussi dans de brefs commentaires sur les réseaux sociaux. Forgé rapidement par le dialogue des réseaux sociaux et des organes de presse occidentaux, ce mode de désignation évoque l'exemple des événements de 1848 en Europe et sert à comparer le théâtre syrien aux autres scènes arabes en révolte, lui attribuant ainsi une « similarité ». Il facilite en outre le jeu d'images (printemps, hiver, automne ; voir l'illustration 2) et les amalgames historiques (le parti de l'ordre affronte celui du mouvement). Le commentaire suivant, écrit le 14 juin 2011 par un internaute en réaction à l'ar-

64. Glassman W., « Les ressources sécuritaires du régime », in Burgat F., *op. cit.* Pour plus d'informations sur le régime syrien, voir Belhadj S., *La Syrie de Bashar al-Asad. Anatomie d'un régime autoritaire*, Paris, Belin, 2013 ; Rey M., *Histoire de la Syrie, XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, Fayard, 2018.

65. Sur le vocabulaire politique voir Lewis B., *Le Langage politique de l'islam*, Paris, Gallimard, 1988.

66. Discussion informelle avec des membres de ce groupe, Damas, juin 2012 ; Baczko A., Dorronsoro G. et A. Quesnay, « Mobilisations par délibération et crise polarisante », art. cit.

ticle « Pour ne pas perdre la nation », publié sur le site *Al-Mundassa al-Suriyya* (littéralement « L'infiltrée syrienne »), est révélateur à cet égard :

« Quelle chose étrange les amis. C'est la première fois que le printemps se prolonge jusqu'à l'été !! Le mois de juin est bientôt fini et le "printemps syrien" est encore à ses débuts !! Si Dieu le veut, les jours de la Syrie seront tous printaniers et bons et ce pour tous les jours, les mois et les années... et la paix à vous ! ⁶⁷ »



Illustration 2. « Le printemps de mon pays ne deviendra pas automne », graffiti à Saraqib.

Source : <http://www.creativememory.org/?p=4313>. La documentation réunie par ce site dirigé par Sana Yazigi souligne le souci constant de l'opposition de documenter la production matérielle révolutionnaire syrienne.

Cependant, cette expression employée par une élite partiellement isolée n'est pas retenue par la majorité des acteurs car le référentiel premier, le mouvement des peuples européens de 1848, ne rend pas compte des perceptions dominantes au sein des protestataires et des organisations de l'opposition. En effet, le mouvement protestataire se définit avant tout par son caractère proprement syrien, élément très important si l'on considère que ce sont les populations des périphéries (et notamment celles des régions jouxtant les frontières du pays) qui sont à l'avant-garde des mobilisations.

Deux autres termes, *thawra* et *intifada*, dominent donc les échanges entre individus. Les expressions comme « Au début de la révolution (*thawra*) », « Quand notre révolution (*thawratna*) a commencé » sont ainsi souvent employées. Pour d'autres « C'est une *intifada*. Les Syriens se sont soulevés contre les oppresseurs, comme ils l'avaient fait contre les Français. ⁶⁸ » Le sens

67. <http://the-syrian.com/archives/8163> (lien mort, consulté le 1^{er} avril 2014).

68. Entretien avec des activistes à Beyrouth, juillet 2012.

littéral de ces deux termes est relativement proche : le premier souligne l'idée d'une révolte, voire d'une révolution, l'autre accentue l'aspect de soulèvement. Tous deux disposent d'une forte résonance historique dans la culture populaire syrienne. Si l'on postule que le potentiel mobilisateur des cadres d'action collective est lié à leur degré de résonance avec des récits culturels de plus grande amplitude⁶⁹, c'est-à-dire à leur « fidélité narrative », l'appartenance de ces deux mots au récit national syrien (qu'il soit officiel ou populaire) pourrait expliquer en partie la facilité avec laquelle ils vont s'imposer comme registre sémantique révolutionnaire.

Le terme *intifada* fait notamment référence à deux grands moments. Pour les jeunes générations, majoritaires dans le pays⁷⁰, il renvoie en premier lieu à l'épisode palestinien de 2000-2003, qui succède à celui de 1987 et qui est vécu en Syrie sur le registre humanitaire plus que politique⁷¹. Le terme *intifada* mobilise dans ce cas le registre de cause suscitant une indignation autour de la disproportion des forces employées par l'occupant israélien et la violation des droits légitimes reconnus au peuple palestinien. La fusion de ces deux causes, la palestinienne et la syrienne, est clairement illustrée par le commentaire « *Intifada, Intifada* » qu'un jeune Palestinien de Syrie – habitant la ville de Damas, étudiant en droit à l'université publique et alors âgé d'une vingtaine d'années – écrit sur sa page Facebook le 13 avril 2011. Bravant la stricte surveillance d'Internet par les services secrets, ce jeune y joue avec les mots pour signifier son soutien au processus révolutionnaire qui se déroule depuis un mois dans le pays qui l'a vu naître, sans pour autant s'y référer explicitement. Il renvoie en deuxième lieu à la lutte contre les Français : l'*intifada* fait alors écho aux événements de 1919-1920, de 1925-1926 ou encore de 1945. Le soulèvement initié en mars 2011 devient, dans cette lecture des événements, le pendant contemporain de la lutte anticoloniale, socle épuisé (comme celui de la résistance à Israël) de la légitimité assadienne. Par un jeu de langage, la désignation des événements permet tout à la fois de les inscrire dans une continuité de long terme et de leur conférer les traits de la légitimité monopolisés jusque-là par les détenteurs du pouvoir institutionnel.

Cette continuité historique est en outre revendiquée par les manifestants dans leurs chants et slogans. À titre d'exemple, le slogan « Où sont Atrash et Saleh ? », scandé à Hama et Homs dans les manifestations du vendredi en avril 2011, met en exergue deux figures historiques des luttes mandataires. La première, Sultan Atrash, avait organisé en 1925 le maquis druze contre les Français, donnant ainsi naissance à une révolte qui s'était étendue jusqu'aux

69. Plus le degré de « fidélité narrative » des processus de cadrage sera élevé, plus leur potentiel mobilisateur sera important (Snow D. et R. Benford, « Ideology, frame resonance and participant mobilization », art. cité).

70. Rey M., « 2003: A Turning Point in the Formation in the Syrian Youth », art. cité.

71. Donati C., *L'exception syrienne. Entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte, 2010.

portes de la capitale. La seconde figure, le chef de tribu Saleh al-Ali, avait guidé la révolte de la montagne alaouite contre la France au début de son installation en Syrie (1919-1920). Avec ce slogan, les révolutionnaires syriens tentent d'envoyer un message aux communautés druze et alaouite, pour leur signifier qu'elles n'ont rien à craindre d'un changement de régime car elles font partie intégrante de la nation syrienne. Plus encore, ils leur rappellent leur rôle d'avant-garde en de nombreux moments de l'histoire nationale, transformant leur peur en fierté.

L'autre terme, *thawra*, déplace le sens d'*intifada*. Pionniers dans son utilisation, les administrateurs de la page Facebook « The Syrian Revolution 2011 », ont convoqué les 4 et 5 février les « jours de la colère » syriens. « La Tunisie était en colère, l'Égypte était en colère, et maintenant il est temps pour le peuple libre de Syrie d'être en colère » pouvait-on y lire. Le mot se retrouve au centre des graffitis qui qualifient le mouvement protestataire au cours des manifestations, comme le montre l'exemple de Jisr al-Shugur (voir l'illustration 3). Le terme devient ensuite un marqueur chronologique. On parle à l'été du « ramadan de la révolution », puis les mois sont décomptés en fonction du « début de la révolution ⁷² ». Ce vocable souligne l'idée d'une rupture souhaitée avec le passé en même temps qu'il témoigne de la violence qu'il faudra employer. Ses connotations, positives et négatives, sont d'autant plus marquées qu'il prend place dans un univers sémantique fortement chargé symboliquement. Dans l'imaginaire collectif, le terme renvoie tout à la fois à des expériences étrangères (la Révolution française en premier lieu) et à des épisodes propres à l'histoire levantine ou syrienne (comme le mouvement de conquête entrepris par Faysal ibn Hussein au cours de la Première Guerre mondiale ⁷³). En se saisissant du terme « révolution », les opposants syriens, de plus en plus institutionnalisés à l'été 2011, privent le régime du socle idéologique sous-tendant son pouvoir. Ce n'est plus le régime baathiste qui porte la révolution – « la révolution par le haut » ⁷⁴ – mais bien ses adversaires dans la rue.



Illustration 3. « Pas d'émirat des Frères musulmans et pas de salafisme à Jisr al-Shugur, c'est une révolution populaire. Le 10 mai 2011 », graffiti à Jisr al-Shugur.

Source : <http://www.creativememory.org/?p=19848>

72. Observation à Damas de réunions informelles d'opposants, septembre 2011.

73. L'histoire officielle remémore l'entrée des troupes faysaliennes dans Damas le 1^{er} octobre 1918 comme symbole d'une libération contre les Turcs, alors que les militants nationalistes syriens sont tombés en martyr ou ont été dispersés par les pendaisons de 1915.

74. Hinnebusch R., *Syria: Revolution from Above*, Londres et New York, Routledge, 2001.

À l'été 2011, ces deux grands vocables – *intifada* et *thawra* –, loin de diviser les partisans d'un changement politique, unifient donc des terminologies et des perceptions plus locales dans une entreprise de contestation nationale. Ils inscrivent des demandes et des actions séparées sans guère d'unité apparente, dans une mobilisation plus large qui fait référence aux moments et aux récits fondateurs – véritables lieux de mémoire dans la culture populaire ⁷⁵ – de la Syrie contemporaine. Bien qu'aucune enquête n'ait pu être menée sur la construction de la mémoire collective en Syrie, celle-ci nous semble reposer sur trois éléments. Le premier tient au crédo officiel enseigné dans les écoles primaires et secondaires. L'histoire demeurant une des disciplines phare et extrêmement contrôlée à ce titre par le parti, elle reprend les poncifs d'une lutte historique des Arabes (depuis l'Antiquité) pour retrouver leur dignité, faisant place aux grandes figures comme Sultan Atrash dans sa lutte contre les Français. Le second tient aux célébrations officielles, qui rappellent le sens de l'histoire. Ainsi l'indépendance contre les Français est remémorée et la *naksa* – soit la défaite de 1967 face à Israël – peut parfois faire l'objet de commémorations. Au contraire, l'arrivée du Baath semble quelque part oubliée. Enfin, localement, la transmission des récits historiques reste forte et contrevient aisément à la narration officielle de l'État, une initiation au passé local se faisant au sein des familles et des groupes d'appartenance ⁷⁶. À titre d'exemple, dans le cas du plateau calcaire autour d'Alep, le terme *thawra* fait écho directement à l'entreprise menée contre les Français par Ibrahim Hanano, homme politique local. Dans leurs familles, les habitants ont pu transmettre à plusieurs générations les souvenirs de ce combat.

Cependant, les organes officiels du régime, qui cherchent à réfuter, ébranler et neutraliser le mouvement contestataire et sa version de la réalité, se saisissent eux aussi des référents historiques et de la mémoire collective dans leurs tactiques de « contre-cadrage ». Deux grands systèmes référentiels sont mis en avant, lesquels se fondent sur la notion d'agression et réactivent les peurs, soit des communautés minoritaires soit nationales, à l'adresse des puissances étrangères.

Le premier thème demeure le complot, déjà évoqué plus haut, c'est-à-dire l'ingérence étrangère dans les affaires du pays. Ce complot prendrait la forme d'une manipulation des images, des mots d'ordre et des populations locales pour leur intimider d'agir dans l'intérêt d'une puissance tierce et ainsi détruire le régime. Ce « contre-cadrage » fait écho à des événements traumatiques véhiculés par le système scolaire syrien : la Première Guerre mondiale, qui se solde par la trahison de l'Entente et la division de la région à travers les accords de

75. Selon l'expression de Pierre Nora, *Les Lieux de mémoires*, Paris, Gallimard, 1989.

76. Entretien avec Amar al-Sumer sur le colloque à propos de la révolte du Nord en Syrie, dans lequel les officiels célèbrent un combat contre l'occupant, les locaux se remémorant des liens entre paysans et officiers ottomans (Damas, avril 2010).

Sykes-Picot ; la fondation de l'État d'Israël, qui devient le dernier écho de la colonisation ; ou encore les épisodes de la guerre froide, les coups d'État et les secousses de 1956 et 1957. En réduisant l'ensemble des protestations de 2011 à un complot étranger et en puisant dans des épisodes historiques, le régime peut ainsi refonder le présent dans le passé et se poser comme le garant de l'indépendance du pays. L'illustration ci-dessous (illustration 4), postée sur le profil Facebook de l'association caritative al-Bustan al-Khayriyya, association dirigée et financée par Rami Makhlouf, cousin du président al-Assad, est particulièrement parlante à ce sujet. À droite, elle reproduit l'image d'un soldat de l'armée française portant le drapeau utilisé dès la fin de 2011 par l'opposition syrienne, drapeau qui renvoie d'abord à la contestation contre la présence mandataire puis à la période de la République syrienne d'avant la dictature militaire et l'installation du parti Baath au pouvoir. À gauche, elle montre un opposant syrien habillé du même drapeau que le soldat français et portant une barbe et un turban, indices supposés de sa religiosité. Sous les deux images on peut lire « L'histoire se répète... ».



Illustration 4. « L'Histoire se répète... » [commentaire sous les deux images]... « L'armée française » [légende de l'image à droite]. « L'âne ânon en Syrie » [légende de l'image à gauche ; l'expression *al-jahish al-kurr* permettant de faire un jeu de mots avec *al-jaysh al-hurr* qui est la dénomination en arabe de l'Armée Libre].

Le second registre du « contre-cadrage » produit par le régime syrien est celui du terrorisme islamique et, partant, de la protection des minorités (principalement chrétiennes). Ainsi, dans le discours prononcé par le président al-Assad à l'Université de Damas en juin 2011, il affirme :

« Et je dis à tous ces gens : essayez de contacter l'État et vous trouverez une réponse positive et de la tolérance de la part des institutions de l'État, même à l'égard de ceux qui ont porté des armes mais ne les ont pas utilisées contre quiconque. Cependant, pour ce qui est de terroriser les citoyens et de commettre des actes de meurtre et de terrorisme, c'est une autre question et l'État ne peut qu'appliquer la loi dans toute sa rigueur ⁷⁷. »

Ce même registre est mobilisé encore une fois par Bachar al-Assad dans un entretien donné à la journaliste de la chaîne américaine ABC Barbara Walters, en décembre 2011 :

« Walters : Mais Monsieur le Président, vous avez des gens à une heure et demie d'ici qui protestent, vous avez des gens qui ont été tués et des gens qui ont été torturés et qui protestent encore et vous dites que vous avez le soutien de votre peuple ?

« Assad : Non, non, vous vous mélangez entre les manifestants et les tueries, c'est différent. Maintenant nous avons des terroristes qui tuent dans de nombreux endroits.

« Walters : Maintenant ?

« Assad : Non, non, pas seulement maintenant, non, depuis le tout début, non pas maintenant, maintenant les médias reconnaissent que la différence [sic], que depuis les toutes premières semaines nous avons eu ces terroristes, ils deviennent de plus en plus nombreux, plus agressifs, ils tuent ⁷⁸. »

Encore une fois, ce registre prend en compte les mutations des discours hégémoniques depuis les années 1990 tout en ravivant les traumas nationaux ⁷⁹. En nommant ses adversaires « terroristes [sunnites] », le régime les force à répondre avec ses termes et surtout, leur impose une mémoire vive de massacres (pour la communauté chrétienne, les événements des années 1860 au Liban et en Syrie et ceux des années 1970 au Liban). Dans ce cadre, toute nouvelle agression s'inscrit dans une continuité historique mythifiée. Le groupe minoritaire communique dans le souvenir du massacre qui montre sa possible disparition. Ainsi, dans le cas des communautés chrétiennes d'Alep, l'arrivée de réfugiés de même confession en provenance de l'Irak en 2005-2006 montre la réalité d'un « complot », d'une entreprise à l'encontre de leur existence. Une communion de sens et d'intérêt se forme alors entre les tenants du

77. "Speech by President Bashar al-Assad at Damascus University on the situation in Syria". Disponible sur : <https://www.voltairenet.org/article170602.html> (lien consulté le 16 août 2019).

78. "TRANSCRIPT: ABC's Barbara Walters' Interview With Syrian President Bashar al-Assad". Disponible sur : <https://abcnews.go.com/International/transcript-abcs-barbara-walters-interview-syrian-president-bashar/story?id=15099152>.

79. Ismail S., « The Syrian Uprising... », art. cité.

régime et les minorités du pays, communion qu'il est possible d'exporter dans les médias étrangers. De même, l'accusation de « terroristes » renvoie à un autre épisode de l'histoire contemporaine de la Syrie, celui des heurts violents entre 1976 et 1982 au cours desquels s'étaient affrontés le régime de Hafez al-Assad et le mouvement des Frères musulmans. À ce sujet, Bachar al-Assad rappelait comment son père avait réussi à mobiliser un grand nombre de segments syriens lorsqu'il avait laissé ses adversaires basculer dans l'usage de la violence, pouvant ainsi les présenter comme sectaires⁸⁰. En outre, en qualifiant son combat contre les révolutionnaires de lutte contre un terrorisme jihadiste (et donc sous-entendu sunnite) qui chercherait à massacrer les minorités, le régime peut non seulement attirer des aides financières, matérielles et humaines de ses partenaires iranien et libanais, mais aussi obtenir le soutien direct de la Russie et de divers groupes d'intérêt occidentaux.

Militarisation, fragmentation du territoire et émergence de nouvelles expressions

À partir de la fin de l'été 2011, et de manière accélérée au cours de l'année 2012, une série de transformations au sein du camp révolutionnaire précipite l'émergence de nouveaux termes, la variation des anciennes expressions, voire l'oubli des premiers slogans. Cette reconfiguration tient en premier lieu à la militarisation de la contestation, qui rend l'analyse détaillée des dynamiques locales, de plus en plus diverses, encore plus compliquée que dans les deux phases précédentes. En effet, à partir du printemps 2011, des maquis se forment qui s'agrègent au cours de l'été 2011 sous la forme de l'Armée syrienne libre, officiellement née le 29 juillet 2011⁸¹. Cette dynamique répond au déploiement sur le territoire national de l'armée syrienne afin d'empêcher et de réprimer la contestation, et aux défections de soldats et officiers qui s'ensuivent. Puis un nouveau développement se produit le 2 février 2012 : le bombardement à l'artillerie lourde des quartiers de Bab al-Amr et de Khalidiyye, dans la ville de Homs, lequel marque le début de la bataille des villes et pousse de nombreux Syriens ordinaires à prendre les armes ou à s'exiler. Le choix de la date de ces premiers bombardements massifs met par ailleurs en exergue les continuités historiques déjà soulignées : trente ans après 1982, le jour de l'anniversaire du massacre de Hama, les représentants du régime entament la répression de Homs, « capitale de la révolution » auto-proclamée.

Dès lors, trois phénomènes en découlent. Tout d'abord, si les activités du mouvement civil – manifestations, graffitis, désobéissance civile, etc. – perdurent, elles sont désormais complétées par toute une série de dispositifs combattants. Ensuite, une dichotomie spatiale prend forme suivant le contrôle ou

80. Entretien avec un ambassadeur américain, Washington D.C., avril 2014.

81. Rey M., « Les premiers pas de la contestation militaire », in Burgat F. et B. Paoli (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie...*, op. cit.

la présence dominante de telle ou telle force armée dans telle ou telle localité. Le territoire national se clive en fonction de l'acteur à même de proclamer détenir l'espace (qu'il s'agisse d'un quartier, d'un village, d'une ville ou d'une région). Enfin, le déplacement des populations, que ce soit à l'intérieur (*internal displaced people*) ou à l'extérieur du pays (réfugiés), commence et la question humanitaire ⁸² donne une visibilité internationale nouvelle à la Syrie. Ces trois dynamiques ne sauraient résumer néanmoins toutes les transformations en cours et, de ce fait, elles ne doivent pas laisser penser à une chronologie nationale, linéaire et mécanique des événements, les variations géographiques étant en effet très importantes ⁸³. Cependant, elles traduisent les inflexions majeures qui transforment la situation de terrain et, par conséquent, les discours tenus dans et sur la Syrie.

Dans ce contexte, les modalités de construction de sens changent. Le vocabulaire qui émerge alors articule les « vocabulaires de motifs » qui précèdent le basculement armé avec une nouvelle rhétorique faisant écho aux nouvelles données du terrain. Un camp vient à être désigné comme « libre » (*hurrr*) – comme dans la dénomination « Armée syrienne libre » –, ses membres se qualifiant eux-mêmes de « révolutionnaires » (*thuwwar*). De la même manière, les territoires qui échappent désormais au contrôle du régime sont des « zones libérées » (*manatiq muharrara*). La situation adverse est appréhendée en termes d'occupation. Ainsi l'expression « *al-ibtital al-assadi* » (« l'occupation assadienne ») se diffuse pour désigner l'illégitimité des détenteurs du pouvoir central ⁸⁴. À titre d'exemple, elle est utilisée par la Commission générale de la révolution syrienne, organe qui regroupe à l'époque environ cent cinquante coordinations locales, dans le titre d'un communiqué – « L'occupation assadienne planifie de commettre des massacres à Homs » – publié le 5 novembre 2011 ⁸⁵.

Ces formules dénotent tout à la fois une représentation guerrière et politique des événements et des rapports de pouvoir. L'occupation et la libération deviennent les deux polarités spatiales et politiques de l'univers de sens de nombreux acteurs syriens. Ce faisant, les révolutionnaires prolongent les cadrages évoqués plus haut, « l'occupation assadienne » s'inscrivant dans une continuité de dominateurs étrangers (turcs et français) et rendant possible un processus de dissociation éthique entre la « population » et le « régime », lequel devient un corps étranger au sein de l'espace national. Ce mécanisme de

82. Ruiz de Elvira L., « La dimension humanitaire du conflit », in Burgat F. et B. Paoli, *Pas de Printemps pour la Syrie...*, *op. cit.*

83. Pour une analyse des logiques révolutionnaires dans les villes de Qamishli, Deir ez-Zor, Salamiyye, Deraa, Baniyas et Zabadani voir la rubrique « Cities in Revolution » du site Syria Untold (<https://cities.syriauntold.com/>).

84. Observations dans des cafés et différents commerces de Damas, Alep, Lattaquié et Idlib, juillet-septembre 2012.

85. Source : <https://conversioadinfinitum.wordpress.com/tag/%D8%B4%D9%87%D8%AF%D8%A7%D8%A1/page/2/> (lien consulté le 31 janvier 2019).

protection morale se retrouve dans d'autres expériences historiques extrêmes, tout particulièrement en Allemagne : après 1945, une distinction forte s'opère dans le discours et l'identification des individus, opposant nazi et Allemand, SS et wehrmacht, etc. Ces dispositifs cognitifs propres aux situations totalitaires servent pour la grande majorité des populations à se préserver d'une association au passé traumatique.

Devant cette mise en récit, les « agents signifiants » au sein du régime s'attachent quant à eux à démontrer la continuité entre l'agression annoncée en mars 2011 – le complot étranger – et la réalité du terrain – le déroulement de combats de moins en moins sporadiques et l'émergence d'espaces d'où sont absentes les troupes loyalistes. Ils écrasent les porosités et variétés locales en appliquant une lecture linéaire de la situation. Une fois encore, la rhétorique présidentielle fait office de guide pour forger le grand récit ⁸⁶ des événements. Dans un discours adressé le 26 juin 2012 au nouveau gouvernement qu'il vient de nommer, Bachar al-Assad parle alors de « guerre totale » : « Nous vivons dans un état de guerre, à tout point de vue [...] Quand l'on est en guerre, toutes les mesures et tous les secteurs doivent viser à l'emporter ⁸⁷. » Cette affirmation marque un tournant dans la rhétorique du président syrien qui a nié pendant longtemps qu'un soulèvement contre lui était en cours, estimant que les troubles étaient l'œuvre d'activistes isolés stipendiés par l'étranger. Cette « guerre totale » désigne une double lutte : celle contre ceux qu'il qualifie d'agents de l'étranger et celle contre ceux qui leur assurent un soutien (catégorie dans laquelle même les médecins soignant les blessés dans les manifestations sont classés). Cette montée en généralité dans la désignation de l'ennemi n'est pas sans rappeler les processus langagiers propres à d'autres régimes dictatoriaux. De nombreux points de similarité entre le régime baathiste et le régime stalinien peuvent en effet être relevés ⁸⁸, malgré les différences relatives à la nature et l'organisation du pouvoir : la constitution d'un répertoire symbolique justifiant tout acte violent, le recours massif à la coercition sous toutes ses formes, et le clivage des communautés en termes binaires d'amis *versus* ennemis.

86. Cette notion renvoie à un méta-discours qui doit répondre aux particularités de terrain sans pour cela rentrer dans tous les détails. Sa cohérence lui confère une capacité de convaincre. Sur la notion, Acimendos T., « Nasser, Amer et leur armée », *Vingtième siècle*, n° 124, 2014, pp. 57-72. Sur l'usage du mensonge et sur la conviction en contexte autoritaire, Wedeen L., *Ambiguities of Domination, Politics, Rhetoric and Symbols in Contemporary Syria*, Chicago, Chicago University Press, 1999 et Koyré A., *Réflexion sur le mensonge*, Paris, Éditions Allia, 1998.

87. Ayad C., « Le régime syrien, de plus en plus menacé, décrète la "guerre totale" », *Le Monde*, 28 juin 2012.

88. Sans omettre la place prépondérante du parti dans l'organisation soviétique, les travaux de Joseph Sasooun sur l'Irak illustrent la portée heuristique de la comparaison. Voir : *Saddam Hussein's Ba'ath Party Inside an Authoritarian Regime*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2012.

Le combat entre le régime syrien et ses opposants s'est aussi joué sur un plan interprétatif et discursif. Loin d'être anodins, les termes et les expressions employés, ainsi que les cadrages des événements proposés par les différents acteurs de la crise sont porteurs de significations sociales et politiques situées. Ils témoignent tout d'abord d'une forte prégnance du local – la communauté, le quartier, le village, la ville, la région – malgré le travail d'alignement et d'harmonisation permanent qui cherche à les unifier et les universaliser. Ensuite, ils entrent souvent en résonance avec des récits culturels et historiques – dont la lutte anticoloniale, le massacre de Hama et l'*intifada* palestinienne – qui facilitent leur acceptation et leur diffusion auprès des Syriens et les inscrivent dans la longue durée. Puis, ils s'articulent avec une réalité du terrain changeante – mobilisations pacifiques localisées, cristallisation de la révolte, militarisation, fragmentation du territoire – dont la chronologie et l'évolution ont été exposées ici. Enfin, ils s'inscrivent dans une quête de légitimation et de captation de ressources (matérielles et symboliques) où les espaces nationaux, régionaux et internationaux s'imbriquent et donnent forme à un conflit singulier. Ce faisant, les luttes de sens et l'affrontement discursif sortent du plan strictement symbolique pour avoir des implications politiques et humaines bien réelles. La production langagière des acteurs de la « crise révolutionnaire » syrienne participe ainsi à la construction de cette dernière pour en devenir une partie constitutive fondamentale.